

# Le Préfet Dartout: "L'État peut vous aider pour le projet MIN"

Le préfet de Région était hier en visite sur le carreau avec le président de Rungis

La visite, hier matin, sur le MIN de Châteaurenard du Préfet de Région Pierre Dartout, accompagné de Michel Chpilevsky (sous-préfet d'Arles) et de Stéphane Layani (président du Marché international de Rungis), aux côtés de Mme Wagon (secrétaire générale de la Fédération des marchés de gros) était très attendue au pied des tours.

Par le député Bernard Reynès d'abord, qui avait lancé l'invitation, afin d'aborder le projet de redéploiement du MIN, en présence des principaux partenaires (Chambre d'agriculture, FDSEA 13, Jeunes Agriculteurs 13, CCI du Pays d'Arles, panel d'agriculteurs du MIN), sur le thème "Le Grand Marché de Provence, un outil indispensable pour la relance et le développement du bassin agricole provençal". Et aussi de présenter le projet, en présence du cluster.

Cette rencontre était aussi très attendue par les agriculteurs qui se sont exprimés pour dire leur impatience et la nécessité d'un tel outil pour la profession (lire ci-dessous).

## Les infrastructures

"Vous avez beaucoup d'atouts... Mais vos installations ne sont pas au goût du jour", a convenu Stéphane Layani, assurant que ce sera un MIN de producteurs pour exporter, pour alimenter le Nord, structurer les filières. "Pour valoriser, il faut professionnaliser. Rungis vous aidera. Mais la balle est dans votre camp. On ne peut pas, de Rungis, vous donner des leçons. Les consommateurs changent. Vous connaissez les enjeux. Je compte sur vous pour vous réunir et présenter un dossier bouclé", a-t-il conclu, se réjouissant de ce pari sur l'avenir et sur le développement économique de la région.



Accompagné par des élus, des partenaires et Jérémie Becciu, directeur du MIN, le député Reynès a reçu le préfet de Région et le président du marché de Rungis, ici avec des producteurs. /PHOTO N.C.-B.

Lucien Limousin (vice-président du Département en charge de l'agriculture) a, lui, évoqué la nécessité des infrastructures routières, rappelant le soutien de 28 millions d'euros. Tandis que Jean-Marc Martin-Teissère, vice-président de la Région et président de Terre de Provence, a souligné celui des deux collectivités. "Tous les moyens sont mis..." Et la problématique, cruciale, des infrastructures routières.

"La profession y croit fortement. Le Département y croit fortement. La Région aussi. Toutes les fées se sont penchées sur le berceau... Mais il faut qu'on avance" a martelé à son tour le député Bernard Reynès, assurant avoir besoin d'un Etat qui accompagne, conseille et aide à avancer. "Ce soutien est essentiel. Votre présence est un symbole très fort. Nous avons besoin de vous", a-t-il conclu, affirmant une volonté de travailler avec tous les MIN.

La réponse du préfet Dartout

"Toutes les fées se sont penchées sur le berceau..."

LE DÉPUTÉ BERNARD REYNÈS

était très attendue aussi! "Vous avez besoin de Rungis et de l'expérience de Stéphane Layani. Et lui a besoin de vous, des productions de fruits et légumes français de qualité pour répondre aux demandes." Le représentant de l'État a assuré avoir très bien entendu le message. "Il correspond tout à fait à la conception que nous devons avoir de l'agriculture de ce département, reliée à l'ensemble des autres secteurs économiques du territoire".

Et de souligner un potentiel qualifié de remarquable: agricole mais aussi culturel et touristique. "Ce MIN, il faut le moderniser. Il faut s'inspirer de Rungis, sans imiter, et travailler en synergie pour être une structure fédéra-

trice."

Le Préfet Dartout a affirmé également avoir entendu qu'il fallait que les choses avancent vite. "Nous, Etat, Région et Département, pouvons aider dans ce projet. Mais aussi vous-même".

Il s'est engagé à organiser très vite une réunion pour examiner l'ensemble des problèmes qui se posent. "Mais nous, Etat, nous pouvons, comme vous, être face à des objectifs qui peuvent apparaître contradictoires... Nous devons nous mobiliser et trouver le foncier pour les activités. Mais nous devons aussi le protéger pour les agriculteurs, prévenir les risques naturels. Nous devons arbitrer. Mais je suis persuadé qu'on va trouver des solutions. Et nous engager rapidement vers l'objectif."

Et de conclure en exprimant sa confiance pour une agriculture qui est ici dynamique et une des plus connues à l'international. "Nous sommes avec vous."

Nelly COMBE-BOUCHET

nouchet@laprovence-presse.fr

## "Il est urgent d'agir"



Les agriculteurs ont expliqué toute l'importance du projet pour eux. /N.C.-B.

de la marchandise dans toute la France, a souligné "le retard de développement des infrastructures, notamment routières. Il est urgent d'agir." Tous ont affirmé la nécessité et l'urgence de disposer d'une structure nouvelle, qui permettra de relancer une nouvelle dynamique, pour avoir plus d'acheteurs et valoriser les produits. "Le redéploiement de cet outil ouvre de grandes perspectives", a affirmé Romain Blanchard (JA 13). "On a besoin d'outils pour assurer la pérennité de notre agriculture qui est familiale et installer des jeunes", a renchéri Gérard Fabre (JA Paca) rejoint par Patrick Lévêque (FDSEA 13), pour qui, il faut absolument moderniser le Min pour amener un maximum d'acheteurs.

Claude Rossignol (président de la Chambre d'agriculture), Max Gilles (vice-président de TdPa), Stéphane Paglia (CCI) sont intervenus dans le même sens.

N.C.-B.

## "Vous avez le potentiel"



Ludovic Mas, patron de Biocoop. /PH N.C.-B.

réalisée. "À ce jour, tous les propriétaires rencontrés, soit 8, sont d'accord pour donner une suite favorable aux propositions. Ce qui représente 8 ha sur les 48 ha à acquérir". Un dossier de déclaration d'utilité publique sera déposé en préfecture courant septembre. Les acquisitions seront terminées au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, y compris les éventuelles expropriations. La concertation se poursuit. Le budget pour le pôle logistique s'élève à 23,3 M (dont 9,7 de subventions). Celui du pôle bio à 19,5 M (près de 8 M de subventions).

Après la présentation, les membres du cluster, composé de représentants de la production, d'expéditeurs-grossistes, de transporteurs, de distributeurs, des services, transformateurs et institutionnels, ont apporté leur témoignage. Ceux-ci sont unanimes: il faut avancer. Ce projet est vital pour valoriser la production et pour l'économie. Il faut des infrastructures. "Vous avez le potentiel. Ce territoire est très attractif..." a redit le Préfet.

N.C.-B.